



Le nouveau passage du Nord-Ouest

Nicolas Bouleau

► **To cite this version:**

Nicolas Bouleau. Le nouveau passage du Nord-Ouest. Esprit (Paris, France : 1932), Editions Esprit, 2012, pp.52-70. <halshs-00782955>

HAL Id: halshs-00782955

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00782955>

Submitted on 31 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru sous une forme légèrement différente dans ESPRIT novembre 2012, pp 52-70, sous le titre :
"Crise écologique : vers un jardin des pays riches".

Le nouveau passage du Nord-Ouest

Nicolas Bouleau

L'année 2012 marque le vingtième anniversaire du Sommet de Rio et le vingt-cinquième du rapport Brundtland. On est à l'heure du bilan. Il faut reconnaître qu'il est pitoyable, on a tergiversé, discuté sur les mécanismes économiques de droits négociables ou de taxes, on a construit des éoliennes et des centrales nucléaires, et puis à Copenhague on a vu chacun camper sur des positions de moindre coût. Nous proposons ici de pousser la réflexion sur ce qui va se passer si, comme jusqu'à présent, c'est *what is my best business?* qui gouverne les discussions internationales.

Le résultat de ces atermoiements est que les glaces arctiques fondent à une vitesse qui surprend les scientifiques eux-mêmes de sorte que le passage entre le Canada et le pôle se dégage et ouvre une nouvelle voie maritime. Les experts économistes de la CIA ont calculé qu'elle faciliterait l'exploitation des gisements du pétrole arctique et raccourcirait le trajet Europe-Asie de 4000 milles nautiques environ. Déjà la Russie, le Canada et le Danemark prospectent et négocient entre eux.

La voie que les navigateurs cherchaient depuis des siècles s'ouvre enfin. C'est un symbole. Il s'impose à nous comme le résultat d'une certaine philosophie de l'avenir que nous tentons d'explicitier.

Le développement durable, un concept ambivalent qui a retardé l'action

La conférence de Rio de 1992 a marqué une prise de conscience mondiale sur la gravité et l'urgence des problèmes d'environnement. Elle a trouvé un large consensus en affirmant que le développement et l'environnement ne devaient pas être considérés comme antinomiques mais qu'une synergie était possible entre ces deux concepts qui était la voie à travailler. Réconciliation des écologistes et des économistes, après les travaux du Club de Rome, le rapport de la Commission sur l'Environnement et le Développement de l'ONU (rapport Brundtland) a préparé le sommet de Rio qui a débouché sur cinq textes : Action 21, le programme d'action; la déclaration de Rio, responsabilité des Etats sous forme de 27 principes généraux; principes relatifs aux forêts; convention sur les changements climatiques; convention sur la diversité biologique. La philosophie du développement durable y suivait deux lignes maîtresses: le concept d'équilibre entre les différents facteurs qui contribuent à la qualité de la vie, et l'obligation que les générations actuelles laissent aux générations futures des ressources sociales, environnementales et économiques suffisantes pour qu'elles bénéficient de niveaux de bien-être au moins aussi élevés que les nôtres. Pour cela elle s'appuyait sur trois "piliers" l'économique, traduisant par le développement durable un objectif de croissance et d'efficacité économique ; le social, exprimant le fait que ce développement doit partir des besoins humains et donc répondre à un objectif d'équité sociale ; l'environnemental, signifiant que l'objectif de développement durable doit contribuer à préserver, améliorer et valoriser l'environnement et préserver les ressources pour le long terme.

Ces idées générales se fondaient sur de nombreux travaux. Les scénarios publiés à l'époque de la conférence, notamment "Energie pour un monde vivable" (1988), "Noé, nouvelles options énergétiques" (1989), sont révélateurs des principales hypothèses sur lesquelles on pensait pouvoir miser. a) Diminution de l'intensité énergétique des pays du Nord, c'est-à-dire de l'énergie nécessaire à la production d'une unité de PIB. On estimait qu'il y avait beaucoup d'économies à faire dans les rendements des machines, les gaspillages divers et par l'usage de matériaux dont la fabrication nécessitait moins d'énergie. Les calculs montraient que des gains considérables pouvaient être réalisés par l'amélioration des transports et l'isolation des logements. b) On tablait sur le fait que les pays en développement utiliseraient des technologies aux performances énergétiques voisines du niveau qu'elles avaient dans les meilleurs secteurs de l'époque et on concluait qu'ils pouvaient atteindre en 2020 le niveau de vie des habitants de l'Europe de l'Ouest de 1975-1980 en dépensant trois fois moins d'énergie. c) On misait sur une anticipation économique vertueuse dynamisant rapidement les énergies renouvelables : solaire, éolien, hydraulique, marées, houle, thermique des mers, géothermie, biocarburants. Elles pourraient couvrir en 2020 15% des besoins des pays du Nord et 40% de ceux des pays du Sud, et les 2/3 des besoins globaux en 2100. d) La prise de conscience mondiale devrait conduire à aider les pays pauvres par l'éducation et l'investissement pour freiner l'accroissement de population de sorte qu'un rapprochement des modes de vie s'opérerait, les consommations énergétiques par habitant d'un écart de 0,4 à 7,5 tonnes d'équivalent pétrole par an entre les pays pauvres et riches en 1985 passeraient à un écart de 0,8 à 1,7 en 2100¹.

Sans doute ces scénarios ne prétendaient pas prédire l'avenir, mais seulement démontrer une faisabilité. On peut dire néanmoins à l'évidence que la force de la corrélation des trajectoires de développement des pays avec leur consommation d'énergie a été sous-estimée. Point besoin de reprendre un à un les tableaux de chiffres, les bases de données existent (Enerdata, Povcal, etc.) qui donnent une image précise de la situation actuelle : en trente ans il ne s'est pas passé grand chose. Les émissions de CO₂ sont restées constantes depuis 2000 dans les pays de l'OCDE et ont été plus que multipliées par deux en Chine, par 1,4 en Inde, pour le monde entier elles ont augmenté d'un quart de 2000 à 2009². Les surfaces boisées ont diminuées de 3,5%, le déclin de la biodiversité et des réserves halieutiques n'est plus une menace mais un fait observé et mesuré. Les négociations sont quasiment au point mort. On ne peut pas dire que rien n'ait été fait, mais le constat objectif est que ce qui s'est passé dans l'évolution des vingt dernières années ne résulte quasiment pas des politiques environnementales mais est la conséquence presque exclusive du jeu des forces économiques traditionnelles dans une compétition internationale renforcée, y compris la relative bonne conduite des pays occidentaux qui est le résultat direct d'une croissance très faible.

L'évolution de la situation du Tiers-Monde a été également dominée par la libération de la violence des forces économiques. Ce qu'on appelait l'économie du développement dans les années 1980 et qui consistait à trouver régionalement des configurations d'échange et de production adaptées aux modes de vie locaux en évolution progressive, a été remplacée par l'idée d'une mono-économie où chaque pays devait s'adapter à la demande mondiale dans un marché globalisé³. Il en a résulté une surexploitation des ressources naturelles et des profits peu redistribués tirés de tous les différentiels,

¹ Cf. B. Dessus, *Atlas des énergies, pour un monde vivable*, fph-Syros 1994.

² Source OCDE janvier 2011. Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) 30,6 Gigatonnes ont été émises en 2010 soit 5% de plus que le précédent record de 2008. Les réserves de houille dans le monde, aux Etats-Unis, en Russie et en Chine en particulier, sont considérables et prolongeront le problème climatique bien au delà du "peak oil". Compte tenu des inerties (80% des émissions d'ici 2020 sont déjà programmées) limiter l'élévation de température moyenne à 2° par rapport à l'ère pré-industrielle est devenu quasi-impossible.

³ Alors que la Banque Mondiale et le FMI mettaient en œuvre la politique de "l'ajustement structurel", le commerce mondial explosait. Il a quintuplé en termes réels depuis 1980 (importations et exportations de pétrole exclues).

de salaires, de conditions sanitaires, d'exigences environnementales, qui ont détourné l'investissement privé dans le Tiers-Monde des secteurs importants pour le développement humain de ces pays. La conséquence en a été une augmentation de la pollution et une dégradation de la vie urbaine à un point jamais atteint. Nombreux sont les facteurs aggravant : plus on est bas et plus ça tire vers le bas. Les faiblesses de santé et d'éducation accentuent les préoccupations immédiates et la négligence des biens communs qui se répercutent sur la détérioration des écosystèmes. Les conséquences naturelles sont souvent irréversibles. Les paysans du Tiers-Monde voient leurs capacités de choix se réduire, pauvreté et non-durabilité se renforcent et empêchent toute amélioration pérenne du bien-être⁴.

L'industrie nucléaire, quant à elle, est symptomatique d'une recherche d'avantages pour soi induisant des risques pour les autres. Quatre pays européens ont renoncé au nucléaire civil, alors que 24 réacteurs sont en projets en Europe dont 6 en construction. Actuellement plus de 340 réacteurs nucléaires fonctionnent dans le monde. Beaucoup ont été construits dans les années 1970 et sont vétustes. La question des déchets s'aggrave. La multiplication des centrales nucléaires dans les pays en développement pose des problèmes de sécurité graves compte tenu notamment des questions de corruption et de terrorisme. Aucune réglementation internationale n'existe pour les déchets, comment empêcher que le Pakistan, l'Iran ou d'autres pays producteurs achètent des emplacements de décharge à des pays plus pauvres ? Aujourd'hui 65 réacteurs nouveaux sont en construction. Selon cette tendance des accidents de plus en plus nombreux sont à prévoir qui laisseront des traces définitives.⁵

Sur le plan économique l'importance accordée aux générations futures était entachée d'une insidieuse ambiguïté. D'un côté elle pointait à juste titre l'inanité et les conséquences désastreuses des raisonnements économiques de justification des taux d'actualisations qui écrasent exponentiellement l'avenir. D'un autre côté, dans un contexte intellectuel général où la recherche scientifique et l'innovation restent considérées comme les choses les meilleures par elles-mêmes de façon évidente pour l'économie et pour notre civilisation de "société ouverte", il ne fallait surtout pas sous-estimer les capacités inventives des générations futures de sorte que les calculs économiques devaient prendre en compte les "valeurs d'option" qui font que des stratégies d'attente peuvent être meilleures que ne le font croire les probabilités actuellement connues. Chaque étude proposant des outils décisionnels immédiats s'est trouvée accompagnée d'articles calculant qu'il valait mieux attendre.

Plus généralement les universitaires en économie de l'environnement n'ont pas encore réussi à construire un corpus théorique assez fort, simple, et scientifiquement fondé pour écarter clairement le néo-classicisme dominant. Les critiques, nombreuses, majoritaires mêmes, de l'économie financière mondialisée, ne sont pas parvenues à briser les liens entre les théoriciens du capitalisme d'actionnariat et les acteurs et décideurs de l'industrie et de la politique, ni à contrecarrer réellement

⁴ Cf B. Lallau "Pauvreté, durabilité et capacité de choix " *Développement durable et territoires* oct. 2004. Une analyse fine des indicateurs montre que les pays africains ont un impact plus grand sur l'environnement par unité de richesse produite que les pays européens, cf. B. Kestemont, L. Frendo, E. Zaccà *Ecological Indicators* 11 (2011) 848–856.

⁵ Au cœur de la discussion, ligne de partage des positions sur le nucléaire, se trouve la technologie de la fusion. On trouve ses avantages bien expliqués dans le récent ouvrage d'André Lebeau *Les horizons terrestres, réflexions sur la survie de l'humanité*, Gallimard 2011. Propre, sûre, sans problèmes de ressources cette filière, grâce au projet ITER, est à attendre dans une cinquantaine d'années. Selon certains il n'y a donc qu'à "tenir bon" durant ce temps et nous disposerons d'une énergie inépuisable, pratiquement à volonté. Il y a deux observations à faire : d'abord les techniques de la fusion n'étant pas maîtrisées à ce jour on ne peut faire le tour des avantages et inconvénients, la mise au point peut durer un siècle ou davantage, faut-il laisser les centrales à fission, sales et dangereuses, se multiplier d'ici là ? Ensuite une source d'énergie à volonté qu'est-ce que cela veut dire ? A volonté de qui ? Les risques vont reprendre de plus belle sur une planète où la faune et la flore n'ont jamais connu que le flux solaire. L'idée manque gravement de contours précis pour fonder l'action collective internationale.

leur influence dans les revues économiques et la formation des jeunes élites. Au final l'économie de l'environnement se préoccupe surtout de ce qui est faisable sans aucun changement idéologique ni social, et on peut souvent se demander à la lecture de ces travaux si c'est l'environnement ou la raison économique que l'on veut préserver.

Dans l'idée de développement durable avec ses trois volets écologique, social et économique, il y avait aussi la volonté de concilier le Nord et le Sud et de mettre en œuvre des principes de débat public et de précaution. Cela voulait vraiment dire quitter le monisme qui domine la civilisation occidentale. C'était une ambition beaucoup plus révolutionnaire que le discours sur l'harmonie et la synergie ne le laissait croire. Il s'agissait de reconnaître enfin et de penser politiquement la diversité des dimensions propres à la réalité socio-naturelle, un vivre-ensemble nouveau à construire. Or, il n'en a rien été, l'obsession techno-économique a continué de plus belle.

On n'a pas vu clairement que pour faire contrepoids à l'impérialisme naturel de la raison économique il fallait engager des actions à tous les niveaux, donc mobiliser beaucoup d'argent ! En vingt ans au contraire s'est renforcé le consensus autour de la compétition. A quoi va-t-il conduire sur le long terme ? Les capitaines de l'économie savent gagner mais ce qui se passe pour les perdants est laissé en jachère. Les pauvres sont voués à une providence extérieure, à trouver par eux-mêmes, alors que les possédants ont su se doter de sécurités de toutes sortes. Des trois piliers du développement durable : l'économique a tenu compte des nouveaux goûts sans vraiment se modifier, l'écologique a progressé dans l'opinion mais, dans les faits, globalement régressé, et le volet social a complètement échoué.

Le nouveau passage du Nord-Ouest et la dynamique de Heavyside

Les menaces annoncées par les écologistes ont maintenant été relayées par les média suffisamment pour être connues de tous et dans tous les pays. On les affiche sur les murs des universités chinoises et on en parle aussi bien sur Internet que dans les petites communes de Bretagne. Elles ont été exprimées le plus souvent (Al Gore et la grenouille, Nicolas Hulot et le Titanic, etc.) en termes universalistes : cela risque d'être grave pour tout le monde. En quelques décennies elles ont suscité des réactions, incontestablement. Les mouvements pour l'action écologique (Systèmes d'échanges locaux, recyclage, commerce équitable, agriculture bio, micro-finance, etc.) connaissent une vitalité certaine. D'autres ont contestés les dires de la communauté scientifique, et quoique très peu nombreux, parvinrent à une audience médiatique disproportionnée en jouant finement de la légitimité épistémologique des controverses. Mais la plupart des gens, l'immense majorité, pris dans des contraintes familiales et professionnelles immédiates a considéré qu'entre le laisser faire et les prévisions alarmistes du Club de Rome, l'avenir prendrait vraisemblablement un chemin intermédiaire. Dans les pays avancés on se résigne à vivre avec ces nuages. Concrètement l'indigence dans le monde, des milliards de miséreux d'espérance de vie autour de la quarantaine, on ne peut rien y faire, ce serait une goutte d'eau dans le sable. On trie les déchets et on préserve absolument la transmission du patrimoine⁶.

On doit donc s'interroger à la fois sur la force du *business as usual* et sur la pertinence du catastrophisme. Ce n'est pas l'épithète "éclairé" que lui accole Jean-Pierre Dupuy et qui évoque *in absentia* le despotisme qui sème le trouble. Hans Jonas avait déjà envisagé une dictature comme solution extrême⁷. Mais bien plutôt la sublimation métaphysique de cette thèse "penser la

⁶ Entre 2004 et 2010, le rapport entre le patrimoine moyen des 10% de ménages français les plus dotés et celui des 50% les moins dotés a augmenté de près de 10%, cf. *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Insee 2011.

⁷ Hans Jonas *Pour une éthique du futur*, Payot & Rivages 1998, p 112 et seq.

continuation de l'expérience humaine comme résultant de la négation d'une autodestruction [...] avec l'espoir que cet avenir [...] bien qu'inéluctable n'ait pas lieu"⁸, formule logique qui rappelle comme une sœur celle de l'épistémologie poppérienne et qui, comme elle, ne fournit aucun outil concret pour mener de front des interprétations qui ne se trouveront tranchées que dans un futur lointain. Aujourd'hui c'est une formulation plus précise qui nous interpelle : "Quelles catastrophes et pour qui ?" Je pense à cet égard que les fondements méthodologiques que Max Weber proposait pour la sociologie sont plus intéressants à transposer ici car ils s'ouvrent concrètement sur le pluralisme politique : dessiner effectivement des "désastres-types" pour qu'on en débatten.

C'est une telle lecture que je propose en étant convaincu évidemment qu'il y a en d'autres. L'absence de solidarité des puissants avec les faibles a une longue histoire qui a franchi une étape nouvelle avec la mondialisation néolibérale et la finance de marché. Seulement par rapport aux périodes de l'histoire qui étaient sous le signe du progrès et de la conquête de la nature, maintenant, les choses se figent, les territoires, les croyances, les appartenances, les moyens d'actions. De sorte que ce que les uns auront les autres ne l'auront pas. Quels que soient les coefficients et les paniers d'indices choisis comme critères, le niveau de vie dans le monde se rapproche de plus en plus *en pourcentage* d'une courbe de Heaviside : proche de zéro pour la plupart, proche de un pour les autres⁹. C'est la nouvelle dynamique à l'œuvre compte tenu de la finitude de l'espace, des ressources minérales et fossiles, et du flux d'énergie disponible.

Universalisme angélique, irénisme naïf, ou tout simplement généralité, le discours du développement durable s'est heurté à une dure réalité : le désintérêt des humains envers "les autres" fait de la planète une fiction.

La voie qui se dessine est tout autre : c'est que la dégradation de l'environnement naturel et social va être tel qu'il limitera la population des pauvres par la désespérance et les fléaux de toute sorte sans que pour autant les riches voient leur avenir réellement mis en péril. Il y a là un passage. *C'est le nouveau passage du Nord-Ouest*¹⁰. Il consiste à ne dépenser des fonds pour les peuples en déclin économique que pour limiter leurs nuisances environnementales sur les riches. La voie est étroite, demande beaucoup de ténacité et d'ambiguïté politique mais ainsi la route du progrès économique reste ouverte !

Il faut ici rappeler que les travaux du Club de Rome actualisés il y a quelques années par l'équipe Meadows du MIT, consistent en divers scénarios suivant les hypothèses que l'on retient sur les consommations d'énergie, de ressources non renouvelables et d'efforts sur les pollutions, qui tous concluent à un "overshoot" mettant fin à la période de croissance à plus ou moins brève échéance, et que les excès, les consommations exponentielles et les inerties font que dans bien des domaines les équilibres possibles sont dépassés et entraînent, ensuite une décroissance. Mais là, les modélisateurs renoncent, ils expliquent tout à fait explicitement que les phénomènes de "collapse" après les pics sont hors d'atteinte par la modélisation pour la raison qu'ils signifient forcément des changements sociaux profonds que l'on ne peut anticiper de façon fiable. Ces universitaires sont pris, comme les experts du GIEC, par la nécessité de se rapprocher le plus possible d'un discours scientifique. Ils ont donc évité d'étudier quels sont réellement les gagnants et les perdants dans cette affaire.

⁸ J.-P. Dupuy *Pour un catastrophisme éclairé, quand l'impossible est certain* Seuil 2002.

⁹ La courbe de Heaviside ou échelon unité est celle qui vaut 0 à gauche d'un point et 1 à droite de ce point. Elle porte le nom de l'ingénieur anglais Oliver Heaviside (1850-1925) inventeur du calcul opérationnel. Beaucoup de systèmes décrits en proportion ou pourcentage, déterministes ou probabilistes, approchent asymptotiquement 0 ou 1 lorsque leur dynamique est locale sauf si interviennent des phénomènes de transfert ou de couplage.

¹⁰ Lorsque Michel Serres écrivait (Ed. de Minuit 1980) "Je cherche le passage entre la science exacte et les sciences humaines. Ou, à la langue près, ou, au contrôle près, entre nous et le monde", il s'avère aujourd'hui que, pour ce projet également, le plus grand pari résidait dans le "nous".

Il est assez frappant, cependant, que les études menées par les services des organismes internationaux tels que l'ONU, la Banque Mondiale, le FMI, sur l'évolution de la pauvreté dans le monde ces dernières décennies concluent à une amélioration de la situation, légère mais générale sauf exceptions ponctuelles. Egalement les Indices de Développement Humain ne diminuent pas. En revanche les études de ces mêmes organismes sur les inégalités, entre pays, et encore plus au sein des pays (coefficient de Gini), concluent à une nette augmentation des écarts¹¹. Partout c'est l'accroissement des revenus du quintile le plus riche le principal facteur de cette augmentation : la pauvreté proprement dite, on ne la voit pas empirer¹².

C'est curieux. En vingt ans la population urbaine a augmenté de 50%¹³. La famille, les voisinages cumulent les soucis. Les statistiques ne mesurent pas bien certaines évolutions parce que leurs grilles ne voient pas les problèmes nouveaux. Beaucoup de chiffres sont fournis par des services plus ou moins liés aux gouvernements locaux qui n'ont pas intérêt à mettre en lumière la récession, synonyme de leur inefficacité. On sait que les catastrophes peuvent augmenter le PIB. Mais le phénomène est bien plus profond. C'est à courte vue de penser que la "société ouverte" ne tire son imprédictible nouveauté que du progrès scientifique, la misère invente elle aussi, et en permanence, elle construit des souffrances nouvelles avec ses matériaux disparates.

Déjà avec nos critères et indices, si nous prolongeons les courbes actuelles, les phénomènes de finitude imposent leur dure logique. C'est en notant par exemple, qu'après un palier dû à la crise financière, la consommation mondiale de pétrole est repartie à la hausse atteignant le sommet historique de 87,4 millions de barils par jour, et de même pour les autres ressources, que nous sommes convaincus que des chamboulements majeurs sont amorcés. Ma thèse est qu'il y a une forte probabilité qu'ils se traduisent par l'inscription dans les faits, dans la géographie naturelle et sociale, d'une situation irréversible, inégalitaire à l'extrême. Un exemple paradigmatique est la catastrophe du cyclone Katrina en Louisiane et Nouvelle-Orléans en août 2005. Les dégâts prévisibles avaient été annoncés par la météo. Les familles aisées ont pu quitter les lieux mais les pauvres ne pouvant se payer de nuits d'hôtel ont été pris dans l'ouragan. Les survivants qui n'avaient pas d'économies ont tout perdu et par la suite aucune solidarité n'a fonctionné pour eux.

Il faut rappeler à cet égard que les scientifiques ont insisté sur le fait qu'à partir de niveaux de perturbation voisins de 2° d'élévation de température moyenne, le changement climatique n'est plus *gérable* en ce sens que des irréversibilités graves apparaissent (diminution des calottes glaciaires, de l'albédo terrestre, modification de l'anneau général des courants marins, fonte du permafrost, etc.) et que les irrégularités saisonnières entraînent des dégâts imprévisibles ne permettant plus l'anticipation de politiques économiques et agricoles efficaces dans les pays les plus vulnérables.

Tout le monde a peur. Le citoyen ne le dit pas si simplement, car il a sa pudeur, ou bien à des intimes. On a peur pour l'avenir et pour tout ce qui nous relie à l'avenir, nos traces, nos enfants. Et lorsqu'on est angoissé, l'attitude qu'on réserve à ceux qui sont incapables de vous rassurer, va au delà de l'absence de confiance, on ne peut s'appuyer sur eux et ils ne méritent que *le mépris*. Ils ne valent rien tous ces catastrophistes. La question vraiment importante est de savoir qui sont ceux qui peuvent nous rassurer. Sûrement pas les pauvres évidemment.

¹¹ Cf. "Mondialisation et inégalités" *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI oct. 2007.

¹² Néanmoins l'aggravation de la pauvreté se voit nettement entre 1993 et 2003 pour le quintile le plus pauvre d'Amérique latine et d'après le World Watch Institute la population en dessous du seuil de revenu de 1,25\$ par jour s'est accrue entre 2008 et 2009 en Amérique latine et en Afrique sub-saharienne et la population classée sous-alimentée a augmenté de 12% entre 2008 et 2009 arrivant à 1,02 milliards globalement.

¹³ Selon les services des Nations Unies la population urbaine représente depuis 2007 plus de 50% de la population mondiale, dépassera 60% en 2035 et avoisinerait 70% en 2050.

Or Nicholas Stern avance dans son rapport 200 millions de personnes déplacées au milieu de ce siècle par suite des pénuries d'eau, de nourriture ou de travail. Et Albert Jacquard concluait son livre sur la démographie mondiale, écrit au moment de la conférence de Rio, par cette phrase "Le seul scénario compatible avec les limites de la planète est celui qui admet une diminution de moitié de la consommation d'énergie dans les pays industrialisés"¹⁴. C'est ce que pensaient les chercheurs bien documentés sur le sujet à l'époque. Aujourd'hui cette autolimitation est sortie de l'esprit non seulement des meneurs de l'économie mondiale, de la plupart des journalistes qui traitent d'économie dans les médias, mais aussi des ménages qui gèrent un patrimoine difficilement acquis. La voie se dessine de plus en plus clairement, non pas à proprement parler d'un *apartheid* voulu, mais simplement d'une *analyse coût-bénéfice* générale : il sera moins cher et plus sûr de dépenser les seules sommes destinées à préserver *notre* environnement (et quelques raretés animales et végétales dans des parcs bien vidéo-surveillés) que d'aider les pauvres à s'en sortir¹⁵. Il suffit lors de toute décision ou négociation répéter indéfiniment "mais qui va payer?" et cette solution émergera toute seule sans taxe ni gouvernement mondial contraignant. "Qui fait l'ange fait la bête" : on constate que ce n'est pas pour demain que l'action politique sera la traduction d'un projet fondé en raison, et tant qu'elle restera l'expression de pouvoirs économiques, médiatiques et militaires, l'intérêt de chacun restera plus clair que l'intérêt général.

Il se dessine nettement la perspective du délaissement, l'humanité se scindant en deux ensembles qui ne sont pas des régions géographiques mais plutôt économiques et ethniques, ceux qui progressent et ceux qui régressent. Ceux qui avancent se faisant progressivement à l'idée perverse que la civilisation consiste à gagner, et qu'il y a des périodes où la confiance en soi doit primer sur l'altruisme. Ceci n'est-il pas d'ailleurs confirmé par la "science économique" qui est la même pour tous ainsi que la liberté d'entreprendre, il faut donc chercher les principales raisons de l'exclusion chez les exclus eux-mêmes et surtout pas en faire des "assistés". Mais ceci est beaucoup moins pensé, réfléchi et machiavélique qu'on pourrait croire. C'est tout simplement la force du *business as usual* qui fait son œuvre tranquillement, en toute bonne foi¹⁶.

Dans les zones proches de la dénivelée entre les deux ensembles les tensions sont les plus vives. On peut se maintenir ou débouler la pente. Cela apparaît nettement au sein de plusieurs sociétés. En Grèce, en Espagne, etc., les classes populaires sont confrontées à des antinomies ressenties comme insupportables. Les pays arabes voient les investissements de leurs coreligionnaires les plus riches du monde mal répartis par leurs dirigeants. La Chine est confrontée à des inégalités de salaire vertigineuses. Les grandes villes sont les lieux où ces tensions fracturent la société. Les exigences de diminution des consommations énergétiques dans les transports plaident en faveur de cités plus regroupées irriguées de transports collectifs efficaces. Au contraire les métropoles s'étendent de plus en plus avec des zones périurbaines pauvres et problématiques et des centres-villes avec des prix fonciers exorbitants qui gravent dans la pierre les appartenances

¹⁴ *L'explosion démographique*, Flammarion 1993.

¹⁵ Aider les pauvres à s'en sortir coûte extrêmement cher. Il faut créer les conditions de coopérations internationales efficaces pour former localement des enseignants et des médecins et apporter des moyens économiques pour favoriser les réorientations des modes de vie dans le respect des usages vécus. Le budget de l'Unesco est dérisoire en comparaison.

¹⁶ L'idée centrale de l'œuvre de John Rawls sur l'équité peut être schématisée en disant qu'une société où les riches ont 100 et les pauvres 2 est préférable à celle où les uns ont 3 et les autres 1. Cet argument, qui a conforté la croissance et la doctrine néolibérale ces dernières décennies, prend un jour tout différent dans un contexte globalisé où sur plusieurs paramètres vitaux essentiels *la somme totale des consommations est bornée*. Mais comme les bornes (des gisements fossiles, de l'énergie solaire récupérable, etc.) ne sont pas numériquement connues de façon certaine, le raisonnement encourage les riches à la croissance sans qu'on sache *calculer* de combien cela va priver les pauvres. Cf. E. Szoc "La taille du gâteau et l'assiette du voisin, ce que Jackson fait à Rawls" in *Autour de Tim Jackson inventer la prospérité sans croissance*, revue Etopia n°9, 2011.

sociales¹⁷. Par le seul jeu de l'économie libérale, l'augmentation du prix des transports ne tend pas à rassembler la ville en un ensemble cohérent mais paupérise davantage les zones périphériques où le chômage augmente par un accès plus restreint aux emplois¹⁸. Seule une politique onéreuse en faveur des zones excentrées peut éviter le décrochage entre les beaux quartiers et les faubourgs¹⁹.

Ces temps derniers, le concept de dette — plus précisément le risque afférent au non remboursement des dettes — pour l'économie des pays et pour leurs finances publiques a pris une importance considérable dans les débats politiques et la définition des politiques économiques partout dans le monde. En Europe les chefs de gouvernements ont élaboré à plusieurs reprises des mesures propres à rassurer les banques sur le risque de défaut des pays périphériques, aux Etats-Unis la politique sociale du programme électoral de Barack Obama a été mise à mal par la question du plafond de la dette. Les agences de notation sont pieusement écoutées comme les Grecs et les Romains interprétaient l'oracle de Delphes²⁰. Les détenteurs des obligations sont les banques, les compagnies d'assurances et les fonds de pension et, avec des différences suivant les pays, à travers ces institutions on trouve les ménages des classes moyennes et supérieures des pays avancés. C'est donc essentiellement pour des *créanciers anonymes* que l'on demande des efforts budgétaires dans les pays mal notés, ce qui y pénalise lourdement les actions publiques de long terme pour la transition écologique. Comment ces anonymes, relativement peu nombreux²¹, sont-ils capables de faire agir les responsables élus pour les défendre ? Grâce au zèle d'économistes assidus qui martèlent le risque de krach pour paralyser de peur les hommes politiques²².

La dette contraint évidemment aussi les pays pauvres. On estime qu'avec l'accroissement naturel de la population 36 pays regroupant 1,4 milliard d'habitants connaîtront une pénurie d'eau ou de terre cultivable en 2025. L'eau et la nourriture vont être des facteurs décisifs de la dissociation vers le bas et vers le haut de la courbe de Heaviside. Une part de la classe moyenne mondiale va tenter d'adopter le régime alimentaire occidental et son mode de vie extrêmement consommateur d'eau. Ceci se répercute directement sur l'agriculture qui représente 70% de l'eau utilisée actuellement. A cela vient s'ajouter que les pays exportateurs de céréales (Etats-Unis, Canada, Argentine, Australie) vont consacrer des surfaces de plus en plus importantes à des cultures pour biocarburants qui diminueront la production et feront monter les prix mondiaux des céréales (ces politiques qui sont peu convaincantes sous l'angle du bilan énergétique, sont menées surtout pour des raisons de balance commerciale)²³. Et à ceci encore s'ajoutera certainement une irrégularité plus grande et plus incertaine des prix mondiaux dus à la spéculation et aux intempéries rendant les politiques de moyen terme peu efficaces. En plus de l'approvisionnement en eau et des risques de

¹⁷ Voir les chapitres 2 et 3 de l'ouvrage de Mike Davis *Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global*, La Découverte 2006.

¹⁸ Le taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCDE est passé de 13,4% à 16,7% de 2002 à 2009 et atteint plus de 20% dans 11 pays d'Europe dont la France. Les dépenses publiques sociales n'ont pas varié de 2000 à 2007 en pourcentage du PIB dans les pays de l'OCDE.

¹⁹ En région parisienne, les prêts hypothécaires s'obtiennent à des taux plus bas pour l'acquisition de logements intramuros qu'à la périphérie.

²⁰ Il aurait été infiniment plus utile, comme le suggère Marc Fleurbaey, d'instaurer une agence fournissant sur chaque produit commercialisé deux notes l'une environnementale l'autre sociale sur les conditions qui ont prévalu à la fabrication. Cf. "La solidarité est-elle soluble dans l'individualisme" Et demain ? *Cahiers de l'IAU* n°158 juin 2011.

²¹ Si l'on ne considère que les actionnaires individuels de sociétés cotées en bourse et non la petite épargne sur livret, cela concerne un cinquième des ménages en France cf. *Les revenus et le patrimoine des ménages*, Insee 2011.

²² On a un "désastre-type" contre un autre. Cf. par exemple l'article de P. Artus et L. Boone "Prendre ses pertes sur la dette de la Grèce est une fausse solution. Un défaut provoquerait un effet domino désastreux pour la zone euro" *Le Monde* du 27/9/2001.

²³ Les Etats-Unis qui produisent 37% du maïs mondial, en ont consacré le tiers en 2009 à la fabrication de biocarburants.

famine (corne de l'Afrique en 2011) les pays qui sont tout en bas sont aux prises avec des gangrènes typiques qui les empêchent de remonter que sont, l'insécurité, les bandes paramilitaires, les trafiquants, la prostitution, la drogue, les épidémies, et qui risquent de les faire basculer dans la catégorie imprécise des "Etats défaillants".

Bien sûr, la pauvreté a toujours existé, mais il semble qu'elle change de caractère. Grâce au développement économique la condition matérielle s'améliorait de temps à autre et fondait l'espoir de jours où l'on vivrait moins mal. Comme Paul Bairoch le montre bien, lors de l'accroissement de population urbaine du XVI^{ème} siècle en Europe la famine était évitée par de nouvelles terres mises en culture²⁴. La révolution industrielle fut une succession d'équilibres et de déséquilibres entre les profits capitalistes et les retombées salariales grâce aux luttes syndicales dans la répartition des avantages du progrès et de la consommation. Maintenant le Tiers-Monde a cessé d'être exportateur de produits agricoles et son déficit commercial alimentaire est croissant²⁵. Le capitalisme a eu cette habileté qu'après la période de décolonisation, l'extraction minière a fortement augmenté dans les pays du Tiers-Monde sans que ceci s'y répercute sur le développement économique. Dans les vingt dernières années du siècle passé la dette énorme à nourrir, les taux d'intérêts élevés entraînent un bilan nul voir négatif du flux net des ressources du Tiers-Monde²⁶. On sait depuis bien avant Rio que les "besoins" auxquels on est habitué dans les pays développés ne peuvent pas — c'est arithmétique — être étendus à la population mondiale. Cela veut donc dire que pour les préserver (*a fortiori* pour les augmenter comme le répètent les politiciens sur la croissance bientôt retrouvée) il faut maintenir à un bas niveau ceux du plus grand nombre des humains.

Revenons aux politiques environnementales. L'argument répété dans toutes les conférences internationales que l'inaction risque de coûter bien plus cher que l'adoption immédiate de programmes concertés n'a pas convaincu. Pourquoi ? Parce que s'est fait jour l'impression que ce raisonnement ne tenait que si on considérait des mesures contraignantes pour tout le monde sur la planète entraînant des reconversions et des interdictions limitant les possibilités de développement. Alors qu'au contraire le coût pourrait être plus faible et surtout mieux contrôlé si on limitait les dépenses à *l'adaptation*, à la diminution des ressources et aux modifications de l'environnement et qu'on calait l'agenda sur ces nécessités économiquement mesurables.

Sous le terme de "climate realism" les pays riches sont en train de se débrouiller pour faire échouer toute politique internationale de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui ne soit pas une politique de prix de marché des émissions de CO₂. Les remarques de bon sens faites lors de la conférence de Copenhague par les ONG, par le rapport de la Banque Mondiale, par Nicholas Stern, qu'un tel système ne peut permettre aux pays peu développés de s'orienter vers des options économiques propres qu'à condition d'aides importantes spécifiques qui ont été chiffrées en plus de l'aide au développement, sont restées lettre morte. L'idée est évidente et acceptée même par les économistes les plus néolibéraux. Ces transferts sont nécessaires pour l'efficacité physique de la politique énergétique sur la composition de l'atmosphère et ils sont légitimes pour atténuer l'effet qu'en logique de marché les pays riches, qui sont ceux qui ont le plus pollué, soient aussi ceux qui pourront se payer le plus d'émission dans l'avenir. La logique de marché est tellement pensée comme normale, évidente, que ces transferts, s'ils voient le jour, apparaîtront comme des aumônes alors

²⁴ P. Bairoch *Victoires et déboires I, Histoire économique et sociale du monde du XVI^{ème} siècle à nos jours*, Gallimard 1997, p186 et seq.

²⁵ *ibid* tome III p809 et seq.

²⁶ *ibid* tome III p 989. Au Nigeria la population réagit devant la hausse du prix à la pompe dans un pays gros producteur de pétrole, mais que pourra-t-elle faire ?

qu'ils ne sont que justice²⁷. Le "climate realism" accorde la priorité aux dépenses d'adaptation plutôt qu'à celles de réduction des émissions. Cette littérature de plus en plus abondante cache, par un cynisme inavoué, son principal argument qui est le suivant : certes les modifications climatiques créent des nuisances pour tout le monde avec des variations ici ou là, mais l'adaptation à ces changements nécessite des moyens économiques et financiers importants que les pays riches peuvent envisager mieux que les autres, ce qui à court terme modifiera les rapports dans les discussions internationales. Dit autrement, les investissements pour les réductions et pour l'adaptation sont les uns et les autres utiles, mais les seconds sont les seuls à améliorer nos positions relatives dans les rapports de force économiques.

Au cœur de l'argumentation de la poursuite du progrès économique se trouve une théorie plus élaborée, celle de la "modernisation écologique" qui prône un respect absolu de l'environnement grâce à des ruptures technologiques innovantes qui permettent un *découplage* progressif entre énergie et économie et donc entre économie et environnement. Fondée sur l'ordre d'un marché libéral décentralisé, elle se présente comme une solution flexible et à moindre coût des problèmes d'environnement. Cette utopie séduisante trouve ses partisans surtout dans les sociétés très avancées notamment en Allemagne, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves (et dans une moindre mesure aux Etats-Unis), où les flux économiques des services ont une part importante dans le PIB et où le rêve d'une *autonomie individualiste* semble une voie possible et prometteuse grâce aux micro-éoliennes, cellules photovoltaïques, panneaux solaires, isolation thermique, piles à combustibles, voitures hybrides électricité-biocarburants, etc. évitant les coûts des infrastructures de transport des énergies classiques, parallèlement à la mise en œuvre progressive de recyclages efficaces²⁸. Ce courant de pensée est le fer de lance d'une idéologie solidement arc-boutée sur le libéralisme économique²⁹. Les expériences et réalisations actuelles ne permettent pas de faire d'ores et déjà la preuve d'une vie de qualité avec une empreinte écologique faible et durable car elles se greffent sur des structures économiques encore classiques et consommatrices, elles suggèrent néanmoins que c'est possible. Cette possibilité ouvre une nouvelle perspective politique très introvertie. On laisse de côté les problèmes "insolubles" des négociations internationales avec les pays pauvres et les pays en développement, et... on *montre l'exemple* de ce qu'il faut faire dans un cadre expérimental idéal (tout en maintenant, dans le cas de l'Allemagne, les demandes d'exception auprès de Bruxelles des émissions de CO2 des voitures de grosse cylindrée pour ne pas pénaliser l'industrie automobile). Cette idéologie, au final, ne résout aucun des problèmes de la planète et affaiblit encore plus les solidarités avec le Tiers-Monde en confortant parmi ses adeptes la conviction que "tout irait bien si nous étions seuls".

Le réalisme climatique et la théorie de la modernisation écologique se présentent pour le grand public de nos pays avancés comme une réponse active aux menaces annoncées par les écologistes. Sur chaque indicateur, pollution, recyclage, biodiversité, forêts, etc., un discours de

²⁷ Le "fonds vert" décidé à Copenhague destiné à aider les pays en développement (Ped) à s'orienter vers une économie durable a été institutionnalisé à Cancun. Mais d'un *engagement* de 30 milliards en 2010-2012 puis de 100 milliards à l'horizon 2020, il est devenu une *promesse* douteuse incluant sans doute l'aide actuelle au développement. Cf. G. Fremout et V. Van Steenberghe "Les négociations internationales sur le climat: un état des lieux après la conférence de Cancun" *Document FOF*, 71e année, n°2, 2011.

²⁸ Pour une analyse plus complète et une réflexion sociologique sur le courant de la modernisation écologique cf. Gabrielle Bouleau "Dialogue transatlantique sur la modernisation écologique réflexive : construction et angles morts d'une idéologie environnementale européenne", 2011, *AFSP*, Strasbourg, 30 août-2 sept. (à paraître).

²⁹ Ainsi que Karin Bäckstrand et Eva Lövbrand le notent, le pivot de l'argumentation de la modernisation écologique est "who should pay the costs ?" pensée dans le cadre du capitalisme libéral cf. "Climate governance beyond 2012: competing discourses of green governmentality, ecological modernization and civic environmentalism" in *The Social Construction of Climate Change*, Mary E. Pettenger editor Ashgate 2007.

modification corrective des usages conforme à l'analyse économique marginale, recueille, grâce aux medias et aux réseaux, le soutien de beaucoup de bonnes volontés. Où cela mène-t-il ?

Aller à petits pas vers l'horrible victoire ou construire un pluralisme digne et durable?

Certains pensent que l'égoïsme des riches est, à long terme, totalement chimérique. Que même s'ils avaient la volonté plus ou moins consciente de faire sécession, ils n'y arriveraient pas. D'abord à cause de l'imbrication fractale des catégories sociales, ensuite à cause des problèmes écologiques pour protéger la biodiversité ou empêcher le changement climatique qui nous embarquent *tous dans le même bateau*.

Ce n'est pas évident. La déconfiture des diverses tentatives de politique fiscale en faveur de l'environnement ne peut manquer de faire réfléchir. Transportons nous dans cinquante ans, où selon toute vraisemblance nous aurons à faire face à un état très dégradé de la planète. Est-ce qu'on dira à ce moment là "à qui la faute, il faut que les riches rendent ce qu'ils ont pris" ? Non, il sera vain de laver son linge historique dans des querelles sans fin, on regardera l'état des lieux et on discutera des actions à mener : "que faire ?" voilà la seule question qui sera jugée raisonnable. Ce sera comme aujourd'hui : ceux qui ont acquis le pouvoir (en s'appropriant les ressources) exigeront le réalisme de solutions économiques négociées de façon pragmatique, tout simplement parce qu'ils seront en position de l'imposer. Les actions violentes, les guerres, n'y changeront rien, elles seront facilement disqualifiées auprès de l'opinion publique et les instances internationales : on ne peut construire le durable par le terrorisme. En situation d'intérêts divergents c'est celui dont la prospérité dépend le moins du bilan collectif qui résiste le plus longtemps.

Aujourd'hui déjà, on sent que les mentalités ont changé. Concernant l'effet de serre, le GIEC, émanation de l'ONU, a eu initialement une fonction essentielle d'alerte fondée sur les savoirs scientifiques synthétisés. Mais depuis le 4ème rapport, le rôle de la communauté scientifique en se perfectionnant a évolué. Par une coopération internationale d'une vingtaine d'équipes travaillant sur une cinquantaine de modèles elle fournit de bien meilleures connaissances sur l'évolution climatique conséquence de divers scénarios d'émission, non seulement pour ce qui est de la courbe de la température moyenne mais aussi sur l'évolution du climat planétaire et des climats régionaux. Le GIEC ne coordonne plus ces études mais y puise les données de ses synthèses. Parallèlement les études économiques sur *l'adaptation* se sont énormément développées dont l'esprit est de comparer diverses politiques énergétiques globales ou régionales pour déceler les moins coûteuses parmi celles qui ont un résultat équivalent en termes d'émission. Les inerties et les capacités d'adaptation sont, dans ces modèles, traduit en coûts afin de permettre des comparaisons. Le bilan est significatif : on fabrique des connaissances qui sont de plus en plus utilisables par les agents économiques pour optimiser leurs anticipations commerciales et leurs implantations. Le rôle de l'ONU est amoindri. Dans ces études régionales et ces raisonnements de meilleur coût entre options les chercheurs font de la science — bien sûr — mais de la science utile à qui ? A ceux qui disposent des moyens économiques pour prendre des initiatives. Comme ceci se fait évidemment sous des conditions de plus en plus sévères la solidarité devient une idée de plus en plus saugrenue³⁰.

Lors du colloque international de Fontevraud³¹ organisé par Jacques Theys en septembre 1996, la diversité des opinions sur les menaces de la technique et du profit sur l'environnement

³⁰ La communauté des climatologues prépare pour l'échéance du 5ème rapport du GIEC des estimations à 10 ans. Ce ne sont plus des scénarios mais des extrapolations de tendance rendues possibles à cause des inerties. L'effet de ces nouvelles précisions risque de ne pas resserrer les liens entre les humains mais simplement de modifier les prix de l'immobilier.

³¹ "Quel environnement pour le XXIème siècle ? Environnement, maîtrise du long terme et démocratie".

faisaient place à un accord général pour considérer que le climat, au moins, imposerait un point de vue universel qui redonnerait à la recherche une tournure salutaire hors de la science "économiquement produite". Sur cet espoir on créa l'association "Global chance". Aujourd'hui cette idée a vécu. On mesure combien elle a été éphémère. La communauté scientifique internationale fournit essentiellement des outils pour optimiser les dépenses d'adaptation.

La question qui se dresse dès lors est de savoir si l'Occident — et les élites des pays en développement rapide dits émergents — sont capables de regarder en face cet avenir ou si l'on va continuer à faire semblant de l'ignorer en construisant l'horreur sous couvert de civilisation et de progrès.

Où va le monde non solidaire? Il ne faut pas esquiver cette question. Il va inéluctablement vers deux mondes qui s'éloignent de plus en plus tout en s'imbriquant l'un dans l'autre géographiquement et socialement. D'un côté des miséreux qui survivent accablés de toutes sortes d'impossibilités et qui sont, par millions, laissés à la merci de religieux idéologues et manipulateurs, d'un autre des "élites" qui poursuivent l'aventure du progrès technologique grâce à l'informatique et la biologie en prenant soin de ne pas lâcher les leviers du pouvoir policier et militaire. A long terme cela conduit selon toute vraisemblance, ainsi que plusieurs auteurs l'ont anticipé, à une différenciation des modes de vie créant deux strates humaines sociologiquement distinctes ce qui peut fort bien déboucher à l'échelle d'un siècle, ou un peu plus, sur la réalisation des fantasmes des transhumanistes : deux espèces biologiquement différentes l'une améliorée par les prouesses de la génétique et ne souhaitant pas se mêler à l'autre encore brute de toute sortes de scories héréditaires ou sociétales. Cela est compatible avec le courant de la modernisation écologique qui accueille favorablement la haute technicité microscopique (traitement informatique généralisé permettant de suivre les objets dans l'économie et les animaux que l'on souhaite protéger, etc.)³².

L'idée est ancienne qu'il serait illusoire de tenter d'échapper à un principe d'évolution tout à fait rationnel qui consiste à régler la gestion économique et politique sur les lois générales de la compétition pour la vie, et que ceci produit nécessairement *des exclus*. Les économistes classiques du 17ème siècle avaient noté que les règles de la charité chrétienne n'étaient pas les meilleures conseillères en matière de richesse des nations. Aujourd'hui la finitude de la planète change ce défaut éthique "à la marge" du développement économique en une loi implacable et numériquement écrasante. L'idéologie économique s'est perfectionnée, elle s'est infiltrée dans tous les rouages et résiste en poursuivant le même monisme. Cela signifie que l'on préfère abîmer gravement la nature et le climat en restant les mieux pourvus plutôt que de partager quoi que ce soit. Mais c'est l'avenir indéfini qui est en jeu.

L'humanité est en train de se faire piéger dans un recroquevillement dramatique des égoïsmes conduisant à des conflits armés pour la sauvegarde de son "niveau de vie". Comme l'a dit fort justement Marie-José Mondzain il faut aller plus loin que l'indignation, il convient "qu'on se rende compte de l'indignité silencieuse, sans bruit, sans possibilité expressive de ceux qui sont sans voix, sans abri, sans parole, coupés de leur langue, de leur pays. Ce qu'on attend ce n'est pas un réveil des consciences mais un réveil de l'action politique. Cette organisation est cynique et rationnelle, rationnelle oui parce qu'elle a ses justifications comptables, elle a ses justifications financières, elle a ses experts économiques et elle a la rationalité des profits. Il y a une légitimité qui s'établit dans la

³² Le laisser faire en matière de modifications génétiques d'organismes trouve appui dans la théorie de la modernisation écologique cf. J. Wright et P. Kurian "Ecological modernization versus sustainable development: the case of genetic modification regulation in New Zealand" *Sustainable Development* Vol. 18, no. 6, 398 p. Nov 2010.

rationalité même du capital et du capitalisme néolibéral dans sa violence qui est soutenue par la science économique."³³

Qu'est-ce qui rend si difficile le changement de cap afin d'éviter cette indignité ? Pour une part déterminante le monologisme occidental³⁴ avec ses armes habituelles : l'affirmation sans bornes de l'individu, l'analyse coûts-bénéfices qui permet de monétariser tout y compris les enjeux éthiques, la croyance dans le fait que les technologies peuvent résoudre toutes les difficultés, et enfin le maniement de la catégorie de risque en jetant le doute sur tout, sur les causes des pollutions, sur le changement climatique, de sorte que finalement toute vérité s'estompe sauf la césure vraiment solide entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas.

Il faut abandonner "développement durable", expression ambiguë, détournée en un slogan inopérant, et focaliser l'action sur la *co-existence digne durable*, en se plaçant absolument et institutionnellement à tous les niveaux dans un cadre pluraliste de respect mutuel des civilisations, des cultes et des usages. Cela signifie considérer parmi les valeurs fondamentales de toute doctrine y compris la nôtre, sa capacité à respecter les visions différentes et à admettre que les autres aussi contribuent à la *concertation contraignante* que nous impose la globalité des problèmes³⁵. Maintenant que l'aventure communiste a échoué avec son scientisme progressiste et conquérant, il faut reconnaître la responsabilité de la logique néolibérale et *mettre en place de façon urgente la dimension collective de la planète de façon pluraliste*. Evidemment cette transition et le progrès des institutions politiques internationales vont nécessiter des compromis, des procédures, et coûter beaucoup d'argent. L'initiative est forcément du côté de ceux qui en ont.

Le pluralisme n'est pas une utopie. On l'a expérimenté sous diverses formes dans tous nos systèmes parlementaires pluralistes. Les intérêts divergents, les désaccords transigés, cela fait vingt-cinq siècles qu'on vit avec et qu'on les fait souvent déboucher. Mais il faut vouloir que l'avenir ne soit pas dicté par l'intérêt économique, lui-même décelé par les indicateurs de profit. Si les seules études prospectives prises en compte par les dirigeants des pays avancés sont celles qui scrutent les innovations techniques puis estiment la clientèle à laquelle elles ont des chances de plaire pour voir leur impact sur les forces économiques en présence, en tenant compte de la place que pourront leur accorder les media en fonction de l'agenda des journalistes, ce qui est largement le cas aujourd'hui, alors le politique a démissionné d'avance.

Nicolas Bouleau
novembre 2011

³³ France Culture 24/6/11.

³⁴ qui a été aussi à la source du matérialisme chinois par le vecteur du marxisme et inscrit les institutions du Brésil dans la philosophie du progrès par l'influence du positivisme d'Auguste Comte.

³⁵ Il faut donc aller plus loin que de prendre les "références communes" ainsi que John Dewey le proposait pour fonder le vivre ensemble américain (*Democracy and Education* 1916). Je renvoie au remarquable article sur John Rawls de Jean-Pierre Dupuy où celui-ci conclut "Ou bien le monde actuellement développé s'isole, ce qui voudra dire de plus en plus qu'il se protège par des boucliers de toutes sortes contre les agressions que le ressentiment des laissés pour compte concevra chaque fois plus cruelles et plus abominables, ou bien s'invente un autre mode de rapport au monde, à la nature, aux choses et aux êtres, qui aura la propriété de pouvoir être universalisé à l'échelle de l'humanité". ("Les béances d'une philosophie raisonnable" *rev. de Philosophie Economique* n°7, 2003/1, p 33-59).